

## Kobané : quels enjeux pour la Turquie ?

Le siège de Kobané a mis en danger le processus de paix avec le PKK, démontré la fragilité de la paix sociale et aggravé l'idée selon laquelle la Turquie manquerait d'amis internationaux.

Eduard Soler i Lecha

L'offensive du groupe État islamique (EI) sur la ville de Kobané en septembre 2014 a replacé « la question kurde » au centre de l'agenda du Moyen Orient. Dans un pays clé comme la Turquie, la « question kurde » est un concept polysémique qui fait référence, au minimum, à un agenda de développement, de droits linguistiques, de libertés politiques, de terrorisme et de relations avec les pays voisins. Le siège de Kobané et les réactions qu'il a provoquées ont réveillé les fantômes du passé. Ils ont mis en danger les négociations de paix entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ils ont mis en évidence le fait que la paix sociale dans le pays est fragile et ils ont aussi confirmé la perception de nombreux Turcs, selon laquelle ils manqueraient d'amis, aussi bien dans la région que dans l'ensemble de la communauté internationale.

Cette crise a souligné à quel point certaines réussites de ces dernières années sont vulnérables, fragiles et réversibles. Car, malgré les critiques dans de nombreux domaines, le gouvernement turc pouvait se vanter d'avoir obtenu des avancées dans la lutte contre le terrorisme, dans le respect de la diversité linguistique et culturelle ou dans les relations avec les autorités kurdes du nord de l'Irak. Tout ceci est-il en danger ? Kobané représente-t-elle un point d'inflexion ? Que se passerait-il si Kobané tombait aux mains de l'EI ? Et quelles en seraient les conséquences pour la Turquie ?

### Kobané représente plus qu'une ville assiégée

Peu sont ceux qui en Europe, ou même en Turquie, auraient su situer Kobané sur une carte avant septembre 2014, lorsqu'a débuté le siège de l'organisation jihadiste EI. La résistance contre l'ennemi implacable qui a occupé en quelques mois une partie significative de la Syrie et de l'Irak, s'est acharnée sur les yézidis dans les montagnes de Sinjar et sur les chiïtes et les chrétiens dans les territoires sous son contrôle, qui n'a pas hésité à châtier les membres de la communauté sunnite qui ne lui prêtent pas obédience et qui a dé-

fié l'Occident avec la décapitation de plusieurs otages, cette résistance, donc, a focalisé l'attention médiatique globale sur Kobané et donné naissance à un large courant de sympathie internationale. Sauver cette ville ne représentait pas tant un défi stratégique qu'une obligation morale. En même temps, la lutte pour Kobané a permis de rassembler des groupes kurdes habituellement confrontés entre eux, tandis que le PKK s'efforçait de présenter sa lutte contre l'EI comme un argument pour ne pas être considéré comme un groupe terroriste, mais comme un allié d'Occident et un référent séculier dans la région. Mais pour le gouvernement de Turquie, Kobané ne représente ni un sujet moral ni un élément d'union. Bien au contraire, cette crise a été gérée comme un défi stratégique et cette gestion a divisé l'opinion publique.

Le gouvernement turc a réagi au siège en lançant un dispositif d'accueil impressionnant pour les plus de 100 000 nouveaux réfugiés en provenance de cette ville frontalière. Cependant, Ankara a refusé pendant plusieurs semaines de permettre le passage de combattants kurdes à travers son territoire, même si elle a finalement dû céder. Et elle était d'autant moins disposée à armer les combattants kurdes du PYD (Parti de l'Union démocratique), un groupe qui se considère comme la franchise du PKK en Syrie. Ainsi, elle a ouvertement critiqué l'opération des États-Unis pour réarmer la résistance. Questionné au sujet de la situation à Kobané, le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à comparer le PKK et l'EI et au moment précis où il recevait des critiques pour ne pas avoir agi contre l'EI, l'aviation turque a bombardé une base du PKK au nord d'Irak. Le message transmis par la Turquie confirmait qu'elle n'est pas disposée à armer un ennemi pour lutter contre un autre, surtout si, après la victoire, ces armes pouvaient se retourner contre elle. Qui plus est, la Turquie pourrait penser qu'il lui convient que deux de ses ennemis s'affrontent entre eux et, donc, s'affaiblissent mutuellement.

Le gouvernement turc n'a pas écarté de collaborer avec le PYD, mais avec des exigences pratiquement impossibles à satisfaire dans leur totalité : dissolution des

structures d'autogouvernement lancées en 2012, intégration dans l'Armée libre syrienne et rupture du pacte de non-agression avec le régime de Damas. Avec cela, la Turquie prétend faire avorter l'expérience politique initiée au Rojava (région du nord de la Syrie peuplée par des Kurdes) et diluer l'autorité kurde dans un organe politique et militaire qui lui soit loyal.

Une partie de la population kurde de la Turquie a vécu ces négociations, l'attitude du gouvernement et, plus concrètement, du président, comme une trahison. Suivant l'appel de certains politiciens kurdes, ils ont commencé à se manifester et des protestations ont éclaté dans les rues, avec plus de 40 morts entre le 6 et le 8 octobre. Ces protestations représentent la preuve que la question kurde n'est pas seulement un sujet de politique extérieure pour la Turquie mais, fondamentalement, un sujet de politique intérieure de par sa nature transnationale.

Ceci dit, Kobané est aussi en train de conditionner la politique extérieure turque et, plus particulièrement, l'ensemble de sa politique vis-à-vis de la Syrie. Cela fait des mois qu'Ankara insiste sur le fait que la meilleure option serait de créer une zone tampon dans le nord de ce pays avec une zone d'exclusion aérienne. La Turquie n'est disposée à s'embarquer dans une opération de plus grande envergure que si l'ennemi à abattre n'est pas seulement l'EI mais aussi Al Assad, et pour une telle mission, elle n'a trouvé aucun compagnon de voyage. Qui plus est, l'Iran et la Russie ont explicitement refusé les intentions de la Turquie, en appuyant à nouveau le gouvernement d'Al Assad qui a déclaré, en octobre, qu'il considérerait toute intervention de la Turquie comme un acte d'agression. En pleine crise de Kobané, la Turquie a reçu des pressions des USA pour maintenir une attitude de collaboration et permettre l'utilisation de la base d'Incirlik, à une centaine de kilomètres des zones de combat. Après les déclarations nordaméricaines qui affirmaient qu'ils étaient arrivés à un accord, les Turcs l'ont démenti officiellement. Reste à voir si nous nous trouvons face à une crise temporaire ou à un symptôme de détérioration de la confiance permanente.

Kobané représente, sans aucun doute, beaucoup plus qu'une ville assiégée. Il s'agit d'un défi qui génère des doutes sur la viabilité du processus de paix avec le PKK, la direction que peut prendre la vie politique en Turquie, la relation entre ce pays et ses voisins et la qualité et la force de l'alliance avec les pays occidentaux.

### **Cela va-t-il faire dérailler les négociations avec le PKK ?**

**N**on seulement la Turquie, mais aussi l'Union européenne (UE) et les USA considèrent que le PKK est une organisation terroriste et son leader, Abdullah Ocalan, enfermé dans la prison de haute sécurité d'Imrali depuis 1999, est perçu par de nombreux

Turcs comme l'ennemi public numéro un. Cependant, en décembre 2012, Erdogan avait révélé que le service d'intelligence (MIT) avait maintenu des contacts avec Ocalan et quelques mois plus tard, en mars 2013, une lettre de celui-ci demandant un cessez-le-feu et un retrait des membres du PKK du territoire turc, fut rendue publique. Le gouvernant a ensuite donné aux représentants politiques du nationalisme kurde (d'abord le Parti de la démocratie et la paix, BDP, et maintenant le Parti démocratique du peuple, HDP) un rôle d'interlocuteur et octroyé au MIT plus de pouvoirs pour conduire la négociation.

La violence qui a éclaté dans les rues de Turquie en pleine crise de Kobané a souligné deux faits importants : qu'il s'agit d'un processus fragile et qu'Ocalan désire clairement qu'il ne déraile pas. Son appel à ce que la population rentre chez elle, réaffirmant ainsi le processus de paix, a contribué à calmer les esprits. La volonté d'Ocalan peut être une condition nécessaire, mais non suffisante. Un grand attentat en Turquie, un massacre à Kobané ou un éloignement entre le leadership politique et militaire pourraient représenter une torpille sur la ligne de flottaison du processus de paix. S'il est vrai que Kobané n'y a pas mis fin, elle nous a rappelé que de puissantes menaces pèsent sur le processus de paix.

### **Cela va-t-il marquer le cycle politique en Turquie ?**

**I**l est connu de tous que l'un des objectifs politiques d'Erdogan est d'approuver ces prochaines années une nouvelle Constitution, pour remplacer celle approuvée sous tutelle militaire, qui octroierait, au passage, plus de pouvoirs au président de la République. Il l'a déjà tenté lors de la législature précédente et les députés nationalistes kurdes sont entrés dans les commissions chargées de sa rédaction. Qui plus est, étant donné qu'il est évident qu'Erdogan ne peut pas s'appuyer seulement sur son propre parti, on a spéculé à maintes reprises sur le fait que l'appui du nationalisme kurde à une nouvelle Constitution pourrait représenter une des contreparties au succès du processus de paix avec le PKK et aux mesures qui permettraient une certaine décentralisation du pouvoir.

Ainsi donc, les plans de réforme constitutionnelle vont être conditionnés, tout d'abord, par l'appui qu'obtiendra le parti d'Erdogan lors des prochaines élections législatives (prévues pour 2015) dans l'ensemble du pays et aussi parmi l'électorat kurde ; deuxièmement, par le maintien d'une certaine harmonie dans ce domaine entre le Parti de la justice et du développement (AKP) et le nationalisme kurde ; troisièmement, par la réalisation des perspectives de croissance du HDP, qui, avec Selahattin Demirtas en tant que candidat aux présidentielles, a réussi à pénétrer parmi un électorat non kurde ; et, finalement, par le renforcement des positions

du nationalisme turc, incarné par le Parti d'action nationaliste (MHP), mais présent dans la plupart des partis politiques. La crise de Kobané ne va pas déterminer à elle seule, si cette réforme constitutionnelle s'effectuera ou pas, mais elle peut conditionner tout le processus dans la mesure où elle peut troubler les préférences des électeurs turcs et la volonté des forces politiques d'arriver à des accords. Et les effets de cette crise ne vont pas seulement dépendre du dénouement du siège mais aussi de la stratégie politique d'Erdogan. Ces prochains mois, nous verrons s'il tente de maintenir les ponts avec l'électorat kurde ou si, au contraire, il emploie un discours nationaliste mettant l'accent sur l'agenda de sécurité et les référents identitaires, pour fidéliser l'électeur plus conservateur.

### Des voisins plus hostiles ?

**C**ela devient habituel de tenter d'arracher un sourire en affirmant qu'une politique étrangère qui s'est donnée pour objectif d'avoir « zéro problèmes avec les voisins » se retrouve maintenant avec à peine quelques voisins avec lesquels elle n'ait pas de problèmes. Le gouvernement turc se défend de ce genre d'affirmations en signalant que s'il a des problèmes c'est parce qu'il maintient une politique étrangère basée sur des principes (par exemple, ne pas donner son aval à des coups d'État ou dénoncer l'occupation et l'agression au peuple palestinien) et parce que son but n'est pas de ne pas avoir de problèmes avec les gouvernements, mais avec les sociétés.

Ceci dit, les autorités kurdes d'Irak sont l'un des rares amis qui lui restent parmi ses voisins. L'ouverture kurde de la Turquie ne s'est pas faite seulement en ce qui concerne les revendications de sa propre population mais aussi des kurdes du Moyen Orient, en tentant de se configurer comme une sorte de « grand frère ». En moins de 10 ans, l'avancée dans les relations politiques, économiques, énergétiques et culturelles avec le nord de l'Irak a été spectaculaire. Cette entente s'est vue couronnée lors d'une rencontre historique entre Erdogan et Massoud Barzani (président du Kurdistan irakien et leader du Parti démocratique du Kurdistan) le 16 novembre 2013, et cela dans la ville de Diyarbakir, l'un des épicycles du nationalisme kurde en Turquie. Un an après, le siège de Kobané a eu pour effet que les différentes forces politiques kurdes laissent de côté leurs différences pour lutter contre un ennemi commun. Reste à voir si le dénouement de cette crise va altérer la bonne harmonie entre Erbil (capitale du Kurdistan irakien) et Ankara. De plus, il est plus que probable que cette unité entre les forces kurdes soit éphémère et que les rivaux de Barzani tentent d'utiliser cette carte contre lui s'il n'arrive pas à se montrer comme un acteur capable de protéger le peuple kurde des agressions de l'EI.

À cela il faut ajouter deux considérations importantes : les possibles dommages pour sa réputation que

les décisions prises par la Turquie ont provoqués sur l'ensemble de l'opinion publique du Moyen Orient et le risque de voir la Turquie obligée de partager des centaines de kilomètres de frontière avec un groupe, l'EI, qui veut précisément les redessiner. Ces deux facteurs éloigneraient encore plus la Turquie des objectifs qu'elle s'était marquée pour sa politique étrangère il y a à peine quelques années.

### Cela va-t-il contaminer les relations avec l'UE et l'alliance avec les États-Unis ?

**L**a question kurde a toujours été présente dans les relations de la Turquie avec Bruxelles, avec les principales capitales européennes (spécialement celles des pays où il existe une diaspora kurde significative) et avec Washington. Les partenaires occidentaux et, en particulier, les institutions européennes, ont tenté de persuader le gouvernement turc d'approuver des mesures favorisant la paix sociale comme, par exemple, permettre l'éducation dans la langue maternelle et des émissions en kurde. Du côté turc, on a exigé aux alliés un engagement plus ferme dans la lutte contre le PKK, incluant une collaboration dans le domaine des services de renseignements et un plus grand contrôle des sources de financement, recrutement et propagande du PKK dans les pays européens. Parfois, ce que les autorités turques ont perçu comme une négligence ou, pire, une permissivité vis-à-vis du PKK, a provoqué des épisodes de tension qui, ces dernières années, avaient été écartés.

La vague de solidarité qu'a provoquée le siège de Kobané parmi les sociétés et les classes politiques des deux côtés de l'Atlantique a renvoyé la Turquie à un terrain qu'elle croyait dépassé. Ce qui est compris en Europe et aux États-Unis comme une aide nécessaire pour éviter qu'une ville assiégée ne tombe entre les mains de l'EI et éviter ainsi une nouvelle Srebrenica, est perçu dans les cercles de pouvoir turcs comme une erreur de calcul et un symptôme indiquant qu'ils ne peuvent que compter sur eux-mêmes pour se défendre. Ceci pourrait se traduire par une politique étrangère moins conciliante et des mesures de contrôle de la population qui pourraient, éventuellement, limiter l'exercice des libertés fondamentales.

Il n'existe qu'une façon d'éviter que l'aide internationale dont Kobané a besoin pour résister ne devienne une tumeur dans les relations de la Turquie avec ses alliés occidentaux et ses voisins : qu'une avancée réelle se produise dans le processus de paix avec le PKK. De son côté, la chute de Kobané pourrait nuire aux avancées dans le processus de négociation, si une autre vague de protestations se produit dans les rues de Turquie ou la légitimité de ceux qui jusqu'ici, ont parié pour la paix ou pour les relations de bon voisinage est remise en question. ■